

Remise de l'initiative AVSplus à la chancellerie fédérale

# En route vers la votation



Les syndicats ont remis mardi les 127 000 signatures récoltées en faveur d'AVSplus.

**L'initiative AVSplus est d'ores et déjà un succès du mouvement syndical. Et particulièrement du SEV, qui a su récolter quantité de signatures.**

Il y a quelques semaines a été lancée la consultation sur le projet «Prévoyance vieillesse 2020», par le Conseil fédéral. Même s'il vient d'un conseiller fédéral socialiste, c'est le plus grand programme de démantèlement de l'histoire en matière de rentes. Et ce n'est pas un hasard si les syndicats ont remis maintenant les signatures pour l'initiative AVSplus. Ce sont 127 000 signatures qui ont été récoltées. L'USS n'en a

cependant remis que 112 000, afin d'économiser les coûts de vérification. Cela suffit pour lancer la suite de la procédure. Le projet du Conseil fédéral prévoit une augmentation de l'âge de la retraite des femmes, une diminution du taux de conversion des caisses de pension et un financement par la TVA (au lieu de l'impôt fédéral direct). En revanche, AVSplus prévoit une augmentation des rentes de 10%, ce qui bénéficierait à tous les pensionnés, actuels et futurs.

**Développer et non pas démanteler AVSplus est la bonne voie à suivre, a expliqué Giorgio Tuti, en particulier dans la branche**

des transports publics, où les deux grandes caisses de pension viennent de vivre des assainissements et des diminutions de prestations. Lors de la remise des signatures, il a souligné qu'«il n'y a qu'une solution dans la situation actuelle, un renforcement de l'AVS à travers une augmentation des rentes. Pour ces personnes qui ont été au service de la communauté une vie durant, l'AVS est la seule possibilité de voir leur revenu s'améliorer quelque peu». Giorgio Tuti a souligné que les pensionnés avaient demandé à plusieurs reprises au SEV de s'engager activement dans ce sens.

pmo/Hes

## Initiative sur les salaires minimums

### L'USS se battra

En Suisse, 330 000 personnes travaillent pour moins de 22 francs de l'heure ou moins de 4000 francs par mois à plein temps. Impossible de vivre décemment avec de tels salaires. Le Parlement persiste cependant à dire non à l'initiative sur les salaires minimums. La parole est maintenant au peuple suisse.

Nombre des personnes concernées ont un diplôme d'apprentissage et les femmes sont les premières touchées. Cela n'a pas empêché le Conseil national de suivre le Conseil fédéral et de refuser de faire quelque chose

contre ces salaires de misère. C'est maintenant aux citoyennes et citoyens de trancher. Au lieu de prendre au sérieux le problème des bas salaires, la majorité bourgeoise du Conseil fédéral et des Chambres fédérales entonne le cantique du partenariat social et cherche à dénigrer l'initiative sur les bas salaires à l'aide d'arguments alarmistes. Ces deux attitudes ne sont pas correctes. En effet, le partenariat social est peu développé en Suisse: seuls environ 45% des salariés sont protégés par des CCT qui fixent des salaires minimums. **USS**

## SWISS

**Malgré une énorme augmentation de la productivité, le personnel continue à faire les frais des stratégies de Swiss, qui veut maintenant résilier le contrat collectif de travail du personnel au sol à la mi-2014.**

**«Une résiliation de la CCT après les concessions faites par les syndicats est un affront», fait remarquer Philipp Hadorn, président de SEV-GATA et secrétaire syndical SEV. Swiss refuse de se contenter d'une adaptation de la CCT débouchant sur des économies de 2%. SEV-GATA va discuter avec les employés. SEV**

## BARRAUDMÈTRE

### Fin psychologue

■ L'amélioration de la sécurité aux CFF passera nécessairement par un changement de culture au sein même de l'entreprise. La direction générale le sait depuis peu, les militants syndicaux le disent depuis longtemps. La culture de la sanction ne fait qu'engendrer des situations dangereuses et ne permet pas d'éviter que les incidents ne se reproduisent. L'employé fautif a tout intérêt à cacher son erreur pour éviter la sanction.

La prise de conscience qu'une approche différente est nécessaire est plus ou moins récente en fonction des secteurs. Le plus important est qu'elle se généralise gentiment dans l'entier de la grande maison. Mais changer de culture n'est pas chose aisée. C'est peut-être la chose la plus difficile en soi. Premier écueil: les supérieurs directs. Ils ont souvent été nourris aux biberons de la précision et de la rigueur. C'est la culture du «un cheminot à l'heure est déjà en retard». Dès lors, l'erreur n'est pas considérée comme une source d'amélioration potentielle mais plutôt comme un acte déviant, un peu honteux, à corriger.

La direction des CFF a donc la lourde tâche de convaincre ses propres cadres mais également son personnel. Comment y arriver? Une bonne campagne de communication bien entendu! Enfin, une bonne campagne, c'est plus un objectif qu'une réalité. En page 2 de la Pravda «En route», le journal interne des CFF, on y trouve une sorte de publicité intitulée «Parole d'expert: Avouez vos erreurs à votre chef». Avouez! On vous demande juste de reconnaître que vous êtes l'auteur de quelque chose de blâmable. Avouez vos crimes! Oui Monsieur l'agent...



La lecture du texte explicatif vaut aussi son pesant de cacahuètes. «S'il vous arrive de faire une erreur, parlez-en. Cela soulagera votre conscience (...). Personne n'est parfait». Mes ouailles, confessez vos péchés et vous serez pardonnées! Oui Mon Père... Sauf que la pratique au SEV nous montre une réalité un peu différente. Un collègue qui fait une erreur s'expose malheureusement très souvent à l'application des «mesures en cas de prestations insuffisantes ou de comportement insatisfaisant». Souvent, cela se concrétise par une convention d'objectifs ou un avertissement. Dans le meilleur des cas, l'erreur ressortira dans le cadre de l'évaluation du personnel.

Le changement de culture ne sera fera pas par l'intermédiaire de slogans. Il se forgera dans les actes au fil du temps. Si la volonté de changement des CFF dépasse les effets rhétoriques, il faut immédiatement arrêter ces punitions inutiles.

Olivier Barraud